

Concerne : **Suspension ou prolongation de la période d'attente en tant que demandeur d'emploi**

Madame, Monsieur,

Le (*date d'inscription*), X (*nom, prénom et NISS du jeune ayant quitté l'école*) s'est inscrit(e) comme demandeur(euse) d'emploi au service régional de l'emploi.

Du message du flux A015 que nous avons reçu de votre part, nous concluons toutefois qu'*il/elle* n'a droit à des allocations d'attente qu'à partir du (*date du début du droit aux allocations d'attente*). Nous déduisons dès lors que la période d'attente a été suspendue ou prolongée.

Afin de pouvoir établir correctement le droit aux allocations familiales<sup>1</sup>, nous devons connaître le motif et la période de suspension ou de prolongation. Nous vous prions dès lors de bien vouloir nous les communiquer ci-dessous.

La période d'attente de l'intéressé(e) a été	<input type="checkbox"/>	suspendue du ... .. / ... .. / ... .. au ... .. / ... .. / ... ..
	<input type="checkbox"/>	prolongée jusqu'au ... .. / ... .. / ... ..
<input type="checkbox"/>		pour cause de maladie.
<input type="checkbox"/>		parce qu'il/elle ne s'est pas présenté(e) chez un employeur, ou qu'il/elle a refusé un emploi convenable (application de l'article 51, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 2, 3 <sup>o</sup> , de l'arrêté relatif au chômage du 25 novembre 1991).
<input type="checkbox"/>		autre motif .....
		.....

Nous vous remercions de votre collaboration.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

<sup>1</sup> Cf. articles 1 et 4 de l'arrêté royal du 12 août 1985 portant exécution de l'article 62, § 5, LC.